

Questions orales

Tous les députés reconnaissent que cette situation n'est pas le fait des sociétés minières et ne découle pas non plus d'une politique gouvernementale. Elle fait suite à un affaissement des marchés. Nous tentons, grâce à diverses mesures, par l'intermédiaire de la Commission d'assurance-chômage—le ministre de l'Emploi et de l'Immigration pourra répondre à des questions à ce sujet—au moyen de pourparlers avec les représentants de l'industrie et avec l'aide du gouvernement provincial, de trouver moyen de remédier à la situation, nous n'avons encore trouvé aucune solution pour le moment.

Toutefois, nous avons informé un certain nombre de sociétés de la Couronne que des gens de la région de Sudbury chercheront vraisemblablement du travail. Syncrude, par exemple, a envoyé des équipes de recrutement de personnel à Sudbury et Eldorado, société de la Couronne, en a fait autant. Ces équipes ont activement recherché les chômeurs en quête d'emploi qui sont qualifiés pour occuper les postes que ces sociétés ont à offrir.

M. Lawrence: Même si le ministre et ce qui reste du cabinet en face de nous aujourd'hui ont reconnu qu'ils n'avaient pas de solution à proposer, et même si le ministre y voit une affaire qui relève peut-être davantage du gouvernement provincial que du gouvernement fédéral, le ministre a-t-il pris quelque mesure précise? La décision de la compagnie Falconbridge touchera non seulement l'économie de Sudbury et du Canada, mais aussi celle de la Norvège et de toute l'Europe qui achètent du nickel canadien. Il s'agit d'un problème que seul le gouvernement fédéral est en mesure de régler. Les quelques ministres qui nous restent à la Chambre aujourd'hui ont-ils eu par exemple des entretiens avec des représentants des gouvernements de l'Europe de l'Ouest au sujet de la désaffection de l'industrie canadienne du nickel et de ses produits en Europe? Ont-ils eu des entretiens avec des représentants du gouvernement norvégien à ce sujet? Cette décision touche également la Norvège.

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, je n'ai eu aucun entretien avec des représentants du gouvernement norvégien, mais j'en ai eu avec le ministre compétent du gouvernement ontarien, le gouvernement sans doute le plus intimement mis en cause dans cette affaire.

M. Lawrence: J'insiste sur le fait que vous devriez tous être mis en cause vous-mêmes?

M. Gillespie: Le député semble mettre en doute la compétence du gouvernement de l'Ontario en ce domaine. Je lui signale que les ressources du pays appartiennent aux provinces.

● (1422)

M. Baker (Grenville-Carleton): Pourquoi êtes-vous intervenu en Cour suprême?

M. Gillespie: Les honorables vis-à-vis semblent trouver avantageux maintenant de prétendre que les ressources du pays appartiennent au gouvernement fédéral.

Une voix: C'est faux!

M. Gillespie: Je leur rappelle que non seulement les ressources appartiennent aux provinces, mais que ces dernières fixent les taux des redevances et établissent également les normes de lutte contre la pollution pour l'industrie minière. C'est dans ce

[M. Gillespie.]

contexte que j'ai communiqué hier avec le ministre des Mines de l'Ontario pour voir s'il serait possible que lui-même et ses collaborateurs s'entrelient sous peu avec moi-même et mes collaborateurs en vue de préparer une conférence fédérale-provinciale des ministres des Mines. J'espère qu'il sera possible de tenir une conférence nationale des ministres des Mines en janvier. J'ai déjà expédié un télex aux ministres leur proposant la date du 20 janvier.

M. Lawrence: Monsieur l'Orateur, je tente de faire entendre au ministre, ainsi qu'aux autres ministres présents à la Chambre aujourd'hui, qu'il ne s'agit pas d'un problème provincial, ni même uniquement d'un problème national mais d'un problème international et que malheureusement, seul le gouvernement fédéral est autorisé à agir à ce niveau. Prend-il des mesures sur le plan international pour améliorer la situation de notre industrie sur les divers marchés? Le gouvernement savait-il y a plus d'un an que la situation deviendrait précaire sur la scène internationale.

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, je crois qu'il est bon que le député et la Chambre sachent que j'ai donné des instructions à notre ambassadeur à Jakarta, où se tient en ce moment une conférence des producteurs de cuivre, et que j'ai proposé que ces producteurs—il s'agit de CEPEC—prennent des mesures pour réduire la production de cuivre. Cette industrie pourrait bien se retrouver dans la même situation que l'industrie du nickel. J'ai eu le bonheur de lire dans les journaux d'aujourd'hui que la majorité des producteurs de cuivre ont décidé de réduire leur production; leur geste, dans la mesure où ils tiendront parole, devrait favoriser ou stabiliser la production canadienne de cuivre.

LES MISES À PIED À LA FALCONBRIDGE—LA DISCUSSION À LA RÉUNION DU COMITÉ CONSULTATIF DE L'INDUSTRIE MINIÈRE

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Le ministre a fait allusion à une conférence nationale des ministres fédéral et provinciaux des Mines, qui se tiendra l'an prochain. Le ministre sait-il que le comité consultatif national de l'industrie minière se réunit demain? Dans l'affirmative, a-t-il fait en sorte que le comité examine comment on pourrait remédier à la situation que créent dans l'industrie minière les mises à pied survenues non seulement à la Falconbridge mais ailleurs également? A-t-il l'intention de soumettre demain au comité une proposition à cette fin?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, le comité consultatif national de l'industrie minière se réunit demain afin de se préparer au genre de négociations dont j'ai parlé avec les différentes provinces en vue d'une conférence fédérale-provinciale. La réunion de demain portera surtout sur l'ensemble de l'industrie minière, non pas seulement sur l'industrie du nickel; il est cependant bien évident que les représentants les plus éminents de cette industrie y assisteront. Mais nous discuterons de l'industrie minière dans son ensemble. Je solliciterai les conseils et les recommandations de ses représentants sur la meilleure façon de remédier à cette très grave situation.